

UNE TRÉSORERIE ENCORE PLUS VIRTUELLE

Des locaux qui ferment, des postes supprimés, des centres de décisions encore plus éloignés, c'est le projet de la Direction des finances publiques. Martigues et bien d'autres communes auraient à en pâtir

« Dès vendredi soir nous allons présenter une motion en conseil municipal pour nous opposer à ce démantèlement des finances publiques. Sous prétexte de réorganisation on est plutôt sur la casse du service public. J'ai réaffirmé notre attachement au service public de proximité. » Ce sont les mots de Nathalie Lefebvre, conseillère municipale de Martigues, lors de la manifestation qui s'est déroulée devant la sous-préfecture d'Istres le 2 juillet dernier. Les

élus sont en colère, et pas seulement ceux de Martigues, ainsi que les syndicats et les usagers. La nouvelle est tombée au début de l'été : la Direction régionale des finances publiques envisage la fermeture pure et simple des trésoreries de Miramas, Berre, Vitrolles, Marignane, Martigues, Gardanne, La Ciotat, Lambesc. Un nouveau maillage territorial qui ne concerne pas que notre département, mais touche toute la France. Le projet gouvernemental

d'ici 2022 consiste à supprimer plus de 2 000 emplois/an dans les finances publiques. Il ne restera, dans certaines villes, que des services spécifiques. À Martigues, on ne trouvera plus que le service impôts aux particuliers.

DISPERSION DES SERVICES

Le service impôts des entreprises s'en va à Marignane, quant à celui dévolu à l'hôpital, il sera désormais à Arles. Istres perd son



Devant la sous-préfecture, l'élue Nathalie Lefebvre aux côtés du personnel du Trésor public.

a voté une motion contre ce « démantèlement de la Direction générale des finances publiques ». Grogne chez les pompiers depuis plusieurs mois et malaise aussi à La Poste. Avec un danger de recalibrage du bureau de Lavéra, puis des problèmes de distribution qui ont motivé une pétition d'habitants à Canto-Perdrix. Le maire, les élus et nombre de citoyens sont décidés à se mobiliser pour enrayer ce désengagement des services de l'État.
Michel Maisonneuve

MOTION CONTRE LE DÉMEMBREMENT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

« L'Association des maires de France a alerté les communes de France du démantèlement du service des Finances publiques de proximité pour les collectivités territoriales mais aussi pour les citoyens et les entreprises. Dans le contexte actuel de forte demande de services publics et de proximité, l'AMF demande l'arrêt immédiat des fermetures des établissements publics d'accueil des contribuables. Les personnels des Finances publiques et leurs organisations syndicales CGT, Solidaires et FO ont échangé avec nous pour évoquer le nouveau réseau à l'échelle du Département, projet qui prévoit notamment la disparition de la Trésorerie de Martigues. Le Conseil municipal est invité à exiger un moratoire sur la réorganisation de la DGFIP en cours, et demander une véritable concertation départementale associant la DGFIP, ses salariés et leurs représentants.e.s, les usagers et les élu.e.s. » (Extrait de la motion votée le 26 juin 2019 à l'unanimité.)

centre des impôts avec la quasi-totalité de ses missions fiscales. La numérisation de la déclaration d'impôts et le prélèvement à la source sont donc utilisés ici comme un moyen de réduire le nombre de postes, ce que fait remarquer Nathalie Lefebvre : « La direction des finances le dit : on a besoin de moins d'agents ! La numérisation, nous ne sommes pas contre, mais dans ce cas elle s'accompagne d'une déshumanisation ». Emmanuel Macron a eu une idée : créer un système alternatif qui sera à la charge... des communes ! Il s'agit de « maisons France service » mises à

disposition par les municipalités avec du personnel territorial ou associatif, qui deviendraient l'unique point de contact de proximité entre les usagers et des services comme EDF, la Caf, les impôts. Une formule de réduction des prestations qui séduit, d'ailleurs, aussi La Poste et d'autres administrations que le gouvernement veut compresser. C'est une nouvelle bataille qui commence, et la Ville de Martigues a pris clairement position. Voir en page précédente un extrait de la motion votée au début de l'été. **Michel Maisonneuve**

« Cet éloignement du service public de proximité va pénaliser les familles les plus fragiles. Tout ça pour répondre à la promesse de Macron de supprimer 50 000 emplois dans la fonction publique ! Nous travaillons à une convergence des luttes de ces services publics, pour garantir des droits républicains et démocratiques à la population. »

Frédéric Larrivée, co-secrétaire CGT des Finances publiques du 13

MALAISE DANS LA BOÎTE

Pétition à Canto-Perdrix, inquiétudes à Lavéra, les usagers martégaux sont mécontents



Juillet 2019, les pompiers et le personnel des Rayettes manifestent ensemble pour qu'on leur

TÉMOIGNAGE...

Frédéric Beringuier, de la CGT Poste

« Il y a 180 bureaux de poste de plein exercice (où l'on peut faire toutes démarches postales) dans le département, l'objectif de la direction est de n'en garder que 100. Les autres deviendront des agences communales postales ou des points-relais. Cette évolution est déjà en cours : sur 11 000 bureaux de plein exercice en France il y a 8 ans, il en reste moins de 7 000. »



La distribution des colis par La Poste n'est plus automatique suivant les quartiers.

En juillet, des habitants de Canto-Perdrix, le maire Gaby Charroux et l'élue du quartier, Nathalie Lefebvre, ont rencontré des responsables de La Poste pour aborder un certain nombre de problèmes. « Nous avons fait une pétition qui a recueilli 250 signatures, explique Mme Anduze, une habitante. Parce qu'on ne reçoit pas le courrier tous les jours, parce qu'on n'a pas de facteur titulaire, et aussi parce que les colis chez nous ne sont plus distribués. » Un autre locataire, M. Tergou, précise : « On nous met un avis dans la boîte, et nous devons aller chercher notre colis en bureau de poste. Ils ont surestimé la patience des habitants ».

À ces difficultés s'ajoute le devenir du bureau de poste de Lavéra, qui pourrait disparaître. Nathalie Lefebvre est très claire sur la question : « Nous nous mobilisons sur l'ensemble des quartiers. On ne peut accepter une réorganisation de La Poste qui irait vers une diminution du service public de proximité, alors que les gens en ont besoin plus que jamais ». Directeur de la communication pour le réseau des bureaux de poste, David Faye confirme qu'un changement est à prévoir à Lavéra : « Le bureau de plein exercice ne va pas disparaître, il va être transformé ».

Michel Maisonneuve

L'HÔPITAL RUE DANS LES BRANCARDS

Des moyens et des effectifs ! Voilà le fond des revendications des hospitaliers. Des besoins non compatibles avec une politique d'austérité

« Il faut arrêter de fermer des lits, arrêter de dire que la dépense publique est trop lourde alors que l'activité des urgences hospitalières ne cesse d'augmenter, avec des effectifs qui ne progressent pas suffisamment. » Le docteur Stéphane Luigi, chef du service des urgences de Martigues, résume en quelques mots la « révolte » des urgentistes dans toute la France. Et à l'hôpital des Rayettes en particulier.

En juin dernier, ces personnels avaient formé un SOS humain sur le toit de l'établissement ; le mouvement a été perçu par toute la population, et nombre d'automobilistes arrêtés au rond-point des Rayettes ont pris le temps d'écouter ce que les grévistes avaient à leur dire. « Le manque d'effectifs se fait de plus en plus durement ressentir, dit Michel Nunez, de la CGT hospitaliers. La précarité se développe, avec des CDD qui restent deux ou trois ans et s'en vont. Il y a des conditions de travail très délébiles. » Le malaise ne date pas d'hier, et la



En 2015, les revendications étaient les mêmes qu'en 2019 : des effectifs en plus à l'hôpital.

compression des effectifs en est le symptôme le plus évident.

LE SYNDROME « RENTABILITÉ »

La source du « déficit » des hôpitaux publics français réside dans ce système de tarification à

48 000 personnes
par an passent par les urgences
aux Rayettes.

l'activité calqué sur le paiement à l'acte dans la médecine libérale. Plus cher est l'acte, plus on engrange. L'hôpital serait une entreprise privée destinée à dégager de la marge. Le maître mot pour les directions : diminuer les coûts. Et donc les personnels. Le manque est criant, aux urgences et dans l'ensemble des services. « Il y a des services où on n'a qu'une infirmière, ça devient compliqué de prendre dignement les patients en charge. La crainte, c'est aussi de faire des erreurs médicales », fait remarquer Michel Nunez.

La notion d'austérité est devenue un véritable cancer rongant peu à peu le service public. Les responsables successifs de l'hôpital des Rayettes n'ont fait que jongler en appliquant des « plans de retour à l'équilibre » imposés par l'Agence régionale de la Santé, en s'efforçant de faire un minimum de dégâts humains. Un pari qui est loin d'être gagné. Michel Maisonneuve

« Les urgences sont le symptôme des dysfonctionnements hospitaliers. Nos décideurs ont dit qu'il fallait faire encore des économies sur le budget de la santé, on marche sur la tête. »

Stéphane Luigi, chef des urgences de Martigues



dégage des moyens et des effectifs.



Un SOS humain sur le toit des Rayettes.

SECOURIR SANS ENTRAVERES

« Nous souffrons du désengagement de l'État dans l'ensemble des services publics, lance Cyril Bardo sapeur-pompier d'Aix venu manifester avec ses collègues de Martigues aux côtés du personnel hospitalier. Nous devons pallier de nombreuses carences, en faisant, par exemple, de la sécurisation de la voie publique ou du transport de malades dont l'urgence est relative... » Et si des hommes du feu du SDIS 13 ont décidé de se mobiliser aux côtés des agents des Rayettes, c'est qu'ils estiment que c'est l'intégralité de la chaîne de secours qui sera pénalisée par le projet de loi de transformation de la fonction publique. La grève perlée a été lancée au niveau national fin juin pour durer jusqu'au 31 août. L'intersyndicale dénonce également une reconnaissance relative du métier à risques : la prime de feu des pompiers professionnels n'est pas comptabilisée dans leur retraite. Avec 8 % d'activité en plus en 2017 et 5 % en 2018, le centre de secours principal de Martigues est en progression constante.

